

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202557]

31 JANUARI 2019. — Decreet houdende instemming met de Overeenkomst tussen Koninkrijk België en het Europees Ruimteagentschap ter aanvulling van het Verdrag tot oprichting van een Europees Ruimteagentschap van 30 mei 1975, over de voorrechten en immuniteiten van het Europees Ruimteagentschap in België, gedaan te Brussel op 24 mei 2017 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Enig artikel. De Overeenkomst tussen Koninkrijk België en het Europees Ruimteagentschap ter aanvulling van het Verdrag tot oprichting van een Europees Ruimteagentschap van 30 mei 1975, over de voorrechten en immuniteiten van het Europees Ruimteagentschap in België, gedaan te Brussel op 24 mei 2017, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 31 januari 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1243 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van 30 januari 2019.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202550]

4 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 relatif à l'aménagement foncier des biens ruraux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.50, D.61, § 2, D.63, D.269, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018, D.271/1, alinéa 2, inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018, D.272, alinéa 4, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018, D.275, § 3, alinéa 2, inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018, D.295/1, alinéa 4, inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018, D.309, alinéa 1^{er}, D.310, alinéa 2, D.316, alinéa 6, inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018, D.324, alinéa 5, remplacé par le décret-programme du 17 juillet 2018, D.333, § 1^{er}, alinéa 2, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018, D.335, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018, et D.349/1, alinéa 6, inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 relatif à l'aménagement foncier des biens ruraux;

Vu le rapport du 16 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 22 novembre 2018;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 6 février 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 1^{er} mars 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 relatif à l'aménagement foncier des biens ruraux, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o le Département de l'Agriculture; »;

b) le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o le Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal; »;

c) le 3^o est abrogé.

Art. 2. À l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « alinéa 2, » sont insérés entre les mots « D.269, § 1^{er}, » et les mots « 1^o à 4 »;

2^o à l'alinéa 3, les mots « la Chambre provinciale d'Agriculture visée » sont remplacés par les mots « l'association assurant un support opérationnel au collège des producteurs en vertu de l'article D.76 du Code, ou à défaut directement le collège des producteurs visé ».

Art. 3. Dans le chapitre II du même arrêté, il est inséré une section 3, comportant l'article 7/1, rédigée comme suit :

« Section 3 - Le comité de remembrement

Art. 7/1. Le Ministre modifie la composition et procède à la dissolution des comités de remembrement institués sous l'empire des lois des 22 juillet 1970 relative au remembrement légal des biens ruraux, 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure et 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux, selon les modalités visées aux articles 2 à 6. ».

Art. 4. Dans l'article 8 du même arrêté, les mots « D.279, § 3, » sont remplacés par les mots « D.269, § 4, ».

Art. 5. Dans l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « , les membres des comités de remembrement » sont insérés entre les mots « comités subrégionaux d'aménagement foncier » et les mots « et les membres des commissions consultatives »;

b) au 2^o, b), les mots « les articles 530 à 534 de » sont insérés entre les mots « aux conditions fixées par » et les mots « l'arrêté du Gouvernement wallon »;

c) au 2^o, b), les mots « Livre IV, Titre II, Chapitre 1^{er} » sont abrogés.

Art. 6. Dans l'article 14 du même arrêté, les mots « ou de remembrement » sont insérés entre les mots « d'aménagement foncier » et les mots « et des commissions consultatives ».

Art. 7. Entre le chapitre IV et le chapitre V du même arrêté, il est inséré un chapitre IV/1, comportant l'article 15/1, rédigé comme suit :

« CHAPITRE IV/1. — Rapport d'activités des comités d'aménagement foncier

Art. 15/1. § 1^{er}. Le rapport d'activités du Comité visé à l'article D.271/1 du Code contient les informations suivantes :

1^o une liste des réunions tenues, avec indication de l'ordre du jour, résumé des décisions prises lors de chaque réunion et indication de celles qui ont fait l'objet d'un avis de la commission consultative;

2^o un résumé des étapes réalisées et un planning des étapes à réaliser suivant l'annexe 3;

3^o un état des lieux des travaux réalisés et un planning des travaux à réaliser;

4^o un tableau de suivi budgétaire des dépenses et des recettes.

§ 2. Le rapport d'activités du Comité est transmis au Gouvernement tous les trois ans à dater de l'entrée en vigueur de la présente disposition pour les comités existants ou de l'institution du comité pour les autres comités. ».

Art. 8. Entre le chapitre V et le chapitre VI du même arrêté, il est inséré un chapitre V/1, comportant les articles 16/1 à 16/4, rédigé comme suit :

« CHAPITRE V/1. — Communication de données par les officiers instrumentant

Art. 16/1. § 1^{er}. En vertu de l'article D.275, § 3, du Code, les officiers instrumentant notifient les informations visées à l'article 16/3 à l'Administration lors de toute mutation immobilière sur les biens qui font l'objet de l'aménagement foncier.

Par mutation immobilière, l'on entend les ventes, les acquisitions, les donations, les partages, les échanges et les apports à une personne morale.

La notification intervient dans les trente jours suivant la mutation immobilière.

En cas de vente publique, le délai prévu à l'alinéa 3 est porté à deux mois suivant le jour où l'adjudication est devenue définitive.

§ 2. Lorsque l'officier instrumentant est un notaire dont la résidence est située en Belgique, la notification visée au paragraphe 1^{er} est réalisée via le portail E-Notariat de la Fédération royale du Notariat belge.

La notification est certifiée exacte, datée, signée et authentifiée via le portail E-Notariat de la Fédération royale du Notariat belge.

§ 3. Pour les autres officiers instrumentant, la notification visée au paragraphe 1^{er} est réalisée via l'envoi d'un formulaire établi par le Ministre.

Conformément à l'article D.62 du Code, la notification électronique est certifiée exacte, datée et signée via l'envoi du formulaire par l'officier instrumentant.

§ 4. La Direction de l'Aménagement foncier rural du Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être-animal de l'Administration certifie la date de réception de la notification par l'envoi d'un accusé de réception électronique automatique.

Art. 16/2. En vertu des articles D.272, D.316 et D.333 du Code, sur demande de l'Administration, les officiers instrumentant lui transmettent les informations demandées dans les trente jours suivant la demande. Les informations communiquées sont limitées à celles visées à l'article 16/3.

Art. 16/3. Les informations à notifier ou à communiquer comprennent :

1^o l'identité de l'officier instrumentant :

a) dénomination ou nom et prénom;

b) adresse postale;

c) adresse électronique;

2° la nature de l'acte;

3° la date de l'acte;

4° l'identification de chaque parcelle cadastrale :

a) commune, division, section, numéro cadastral, le cas échéant pré-cadastré;

b) superficie suivant cadastre;

c) nature suivant cadastre;

d) état locatif;

e) le cas échéant, identité du preneur et nature du bail;

f) le cas échéant, numéro d'identification du plan dans la banque de données de l'Administration générale de la Documentation Patrimoniale;

5° l'identité des parties :

a) personne physique : nom, prénom, numéro de registre national;

b) personne morale : dénomination, numéro d'entreprise.

Art. 16/4. Les informations visées à l'article 16/3 sont conservées par la Direction de l'Aménagement foncier rural du Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal de l'Administration pour une durée de trente ans à dater de la signature de l'acte d'aménagement foncier concerné par ces informations. ».

Art. 9. L'article 17 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. Le Ministre approuve le plan de situation du domaine public visé aux articles D.295/1, D.324 et D.349/1 du Code. ».

Art. 10. Dans l'article 22, 9°, du même arrêté, les mots « au 2° » sont remplacés par les mots « aux 1° à 8° ».

Art. 11. Dans l'annexe 1^{re}, à l'article 3, alinéa 2, du même arrêté, les mots « la chambre provinciale d'agriculture » sont chaque fois remplacés par les mots « l'association assurant un support opérationnel au collège des producteurs, ou à défaut l'Administration ».

Art. 12. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 3 rédigée comme suit :

« Annexe 3. Etapes de l'aménagement foncier

Initiation de l'aménagement foncier

D.424 = le cas échéant, reprise *ab initio*

D.268 = décision du Gouvernement de procéder à l'aménagement foncier

Comité d'aménagement foncier

D.269 = institution ou complétude du Comité par le Ministre

Formalités préalables

D.272 = élaboration du projet de programme d'aménagement foncier par l'Administration

D.273 = approbation du projet de programme d'aménagement foncier par le Comité

D.274 = enquête publique sur le projet de programme d'aménagement foncier

D.276 = approbation du programme d'aménagement foncier par le Comité

D.276/1 = approbation du programme d'aménagement foncier par le Gouvernement

Commission consultative

D.279 = institution de la commission consultative par le Comité

Opérations d'aménagement foncier

D.280 = bornage

D.281 = classement de terres et établissement des tableaux

D.284 = travaux

D.286 et D.286/1 = établissement du plan d'aménagement foncier avec le domaine public inclus

D.294 = établissement des plans et tableaux

D.295 = enquête publique sur le classement des terres, le plan d'aménagement foncier, avec le domaine public inclus, et les tableaux

D.295/1 = le cas échéant, modification et approbation du plan du domaine public

D.296 = consultation des intéressés sur le report des droits réels

D.297 = signature de l'acte d'aménagement foncier

D.298 = soldes débiteurs et soldes créditeurs

D.300 = prise de possession des nouvelles parcelles

Frais et acte complémentaire éventuel

D.302 = établissement des tableaux de répartition des frais

D.303 = consultation des intéressés sur la répartition des frais

D.306 = acte complémentaire éventuel

Formalités finales

D.309 = dissolution du Comité et liquidation des comptes

D.314 = actes rectificatifs éventuels ».

Art. 13. L'article 8 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Art. 14. Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202550]

4. APRIL 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 über die Bodenordnung der ländlichen Güter

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.50, D.61 § 2, D.63, D.269, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, D.271/1 Absatz 2, eingefügt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, D.272 Absatz 4, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, D.275 § 3 Absatz 2, eingefügt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, D.295/1 Absatz 4, eingefügt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, D.309 Absatz 1, D.310 Absatz 2, D.316 Absatz 6, eingefügt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, D.324 Absatz 5, ersetzt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, D.333 § 1 Absatz, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, D.335, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018 und D.349/1 Absatz, eingefügt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 über die Bodenordnung der ländlichen Güter;

Aufgrund des Berichts vom 16. November 2018, der in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 22. November 2018;

Aufgrund des am 6. Februar 2019 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 1. März 2019 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Begutachtung binnen einer Frist von dreißig Tagen in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 3 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 über die Bodenordnung der ländlichen Güter wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“1° die Abteilung Landwirtschaft;“;

b) Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“2° die Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz;“;

c) Ziffer 3 wird aufgehoben.

Art. 2 - Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird zwischen die Wortfolge “Artikel D.269, § 1,” und die Wortfolge “1° bis 4° die Wortfolge “Absatz 2” eingefügt;

2° in Absatz 3 wird die Wortfolge “die in Artikel D.269, § 1, Absatz 2, 6° des Gesetzbuches erwähnte provinzielle Landwirtschaftskammer” durch die Wortfolge “die Vereinigung, die dem Erzeugerkollegium gemäß Artikel D.76 des Gesetzbuches einen operativen Beistand bietet oder in Ermangelung dessen direkt das in Artikel D.269, § 1, Absatz 2, 6° des Gesetzbuches erwähnte Erzeugerkollegium” ersetzt.

Art. 3 - In das Kapitel II desselben Erlasses wird ein den Artikel 7/1 umfassender Abschnitt 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Abschnitt 3 - Flurbereinigungsausschuss

Art. 7/1 - Der Minister ändert die Zusammensetzung und löst die Flurbereinigungsausschüsse auf, die unter der Geltung des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern, des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Ausführung großer Infrastrukturarbeiten und des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gültigen Flurbereinigung von ländlichen Gütern eingerichtet wurden, nach den in den Artikeln 2 bis 6 angeführten Modalitäten.“

Art. 4 - In Artikel 8 desselben Erlasses wird die Wortfolge “D.279, § 3,” durch die Wortfolge “D.269, § 4,” ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 13 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) zwischen die Wortfolge “subregionalen Bodenordnungsausschüsse” und die Wortfolge “und die Mitglieder der Beratungskommissionen” wird die Wortfolge “, die Mitglieder der Flurbereinigungsausschüsse” eingefügt;

b) unter Ziffer 2 Buchstabe b wird die Wortfolge “unter den durch den Erlass der Wallonischen Regierung” durch die Wortfolge “unter den in den Artikeln 530 bis 534 des Erlasses der Wallonischen Regierung” ersetzt;

c) unter Ziffer 2 Buchstabe b wird die Wortfolge “, Buch IV, Titel II, Kapitel 1” gestrichen.

Art. 6 - In Artikel 11 desselben Erlasses wird zwischen den Begriff “Bodenordnungsausschüsse” und die Wortfolge “und den Mitgliedern” die Wortfolge “oder der Flurbereinigungsausschüsse” eingefügt.

Art. 7 - Zwischen das Kapitel IV und das Kapitel V desselben Erlasses wird das den Artikel 15/1 umfassende Kapitel IV/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“KAPITEL IV/1 - Tätigkeitsbericht der Bodenordnungsausschüsse

Art. 15/1 - § 1. Der in Artikel D.271/1 des Gesetzbuches erwähnte Bericht über die Tätigkeiten des Ausschusses umfasst die folgenden Angaben:

1° eine Liste der stattgefundenen Sitzungen unter Angabe der Tagesordnung, eine Zusammenfassung der in jeder Sitzung gefassten Beschlüsse und eine Angabe derjenigen, zu denen die Beratungskommission eine Stellungnahme abgegeben hat;

2° eine Zusammenfassung der durchgeführten Schritte und einen Zeitplan der gemäß Anhang 3 durchzuführenden Schritte;

3° eine Bestandsaufnahme der durchgeführten Arbeiten und einen Zeitplan der durchzuführenden Arbeiten;

4° eine Tabelle der Haushaltskontrolle der Ausgaben und Einnahmen.

§ 2. Der Tätigkeitsbericht des Ausschusses wird der Regierung alle drei Jahre ab dem Zeitpunkt des Inkrafttretens der vorliegenden Bestimmung für bestehende Ausschüsse oder ab dem Zeitpunkt der Einsetzung des Ausschusses für die anderen Ausschüsse übermittelt.“

Art. 8 - Zwischen das Kapitel V und das Kapitel VI desselben Erlasses wird das die Artikel 16/1 bis 16/4 umfassende Kapitel V/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“KAPITEL V/1 - Übermittlung von Informationen durch die beurkundenden Beamten

Art. 16/1 - § 1. Gemäß Artikel D.275 § 3 des Gesetzbuches teilen die beurkundenden Beamten der Verwaltung die in Artikel 16/3 genannten Informationen zu dem Zeitpunkt mit, zu dem Immobilienübertragungen betreffend Güter, die Gegenstand der Bodenordnungsmaßnahme sind, erfolgen.

Als Immobilienübertragungen gelten der Verkauf, der Erwerb, die Schenkung, die Teilung, der Tausch und die Einlage an eine juristische Person.

Die Mitteilung erfolgt innerhalb von dreißig Tagen nach der Immobilienübertragung.

Falls es sich um einen öffentlichen Verkauf handelt, wird die in Absatz 3 vorgesehene Frist auf zwei Monate nach dem Tag, an dem die Zuschlagserteilung endgültig geworden ist, ausgedehnt.

§ 2. Wenn der beurkundende Beamte ein Notar mit Amtssitz in Belgien ist, erfolgt die in § 1 erwähnte Mitteilung ausschließlich über das Internetportal E-Notariat des Königlichen Verbands Belgischer Notare.

Diese Mitteilung wird für richtig bescheinigt, datiert, unterschrieben und authentifiziert über das Internetportal E-Notariat des Königlichen Verbands Belgischer Notare.

§ 3. Für alle anderen beurkundenden Beamten erfolgt die in § 1 erwähnte Mitteilung durch die Übermittlung eines vom Minister erstellten Formulars.

Gemäß Artikel D.62 des Gesetzbuches wird die elektronische Mitteilung für richtig bescheinigt, datiert und unterschrieben durch die Übermittlung des Formulars durch den beurkundenden Beamten.

§ 4. Die Direktion der ländlichen Bodenumgestaltung der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz der Verwaltung bescheinigt den Eingang der Mitteilung durch die Zustellung einer automatischen elektronischen Empfangsbestätigung.

Art. 16/2 - Gemäß den Artikeln D.272, D.316 und D.333 des Gesetzbuches übermitteln die beurkundenden Beamten auf Antrag der Verwaltung die angeforderten Informationen innerhalb von dreißig Tagen nach dem Antragsdatum. Die übermittelten Informationen beschränken sich auf die in Artikel 16/3 genannten Informationen.

Art. 16/3 - Die zu notifizierenden oder mitzuteilenden Informationen umfassen Folgendes:

1° die Personalien des beurkundenden Beamten:

- a) Bezeichnung oder Name und Vorname;
- b) Postanschrift;
- c) Elektronische Anschrift;

2° die Natur der Urkunde;

3° das Datum der Urkunde;

4° die Identifizierung jeder Katasterparzelle:

- a) Gemeinde, Gemarkung, Flur, Katasternummer, gegebenenfalls vorkatastriert;
- b) Fläche (nach Kataster);
- c) Art (nach Kataster);
- d) Pachtzustand;
- e) gegebenenfalls Identität des Pächters und die Art des Pachtvertrags;
- f) gegebenenfalls die Identifizierungsnummer des Plans in der Datenbank der Generalverwaltung der Vermögensdokumentation;

5° die Personalien der Parteien:

- a) Natürliche Person: Name, Vorname, Nationalregisternummer;
- b) Juristische Person: Bezeichnung, Unternehmensnummer.

Art. 16/4 - Die in Artikel 16/3 erwähnten Informationen werden von der Direktion der ländlichen Bodenumgestaltung der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz der Verwaltung für eine Dauer von dreißig Jahren ab der Unterzeichnung der Bodenordnungsurkunde, auf die sich die Mitteilung bezieht, aufbewahrt.“

Art. 9 - Artikel 17 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 17 - Der Minister billigt den Lageplan des öffentlichen Eigentums nach den Artikeln D.295/1, D.324 und D.349/1 des Gesetzbuches.“

Art. 10 - In Artikel 22 Ziffer 9 desselben Erlasses wird die Wortfolge “in Nr. 2°” durch die Wortfolge “in den Nummern 1° bis 8°” ersetzt.

Art. 11 - In Anhang 1, Artikel 3 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge “der provinziellen Landwirtschaftskammer” jedes Mal durch die Wortfolge “der Vereinigung, die dem Erzeugerkollegium einen operativen Beistand bietet oder in Ermangelung dessen der Verwaltung” ersetzt.

Art. 12 - In denselben Erlass wird ein Anhang 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Anhang 3 - Schritte der Bodenordnung

Einleitung der Bodenordnung

D.424 = ggf. Neubeginn *ab initio*

D.268 = Beschluss der Regierung, die Bodenordnung durchzuführen.

Bodenordnungsausschuss

D.269 = Einsetzung oder Vervollständigung des Ausschusses durch den Minister

Vorbereitende Formalitäten

D.272 = Ausarbeitung des Entwurfs eines Bodenordnungsprogramms von der Verwaltung

D.273 = Genehmigung des Entwurfs eines Bodenordnungsprogramms durch den Ausschuss

D.274 = Öffentliche Untersuchung zum Entwurf eines Bodenordnungsprogramms

D.276 = Genehmigung des Bodenordnungsprogramms durch den Ausschuss

D.276/1 = Billigung des Bodenordnungsprogramms durch die Regierung

Beratungskommission
 D.279 = Einsetzung der Beratungskommission durch den Ausschuss
 Bodenordnungsmaßnahmen
 D.280 = Abmarkung
 D.281 = Einstufung der Ländereien und Erstellung von Verzeichnissen
 D.284 = Arbeiten
 D.286 und D.286/1 = Erstellung eines Bodenordnungsplans unter Einbeziehung des öffentlichen Eigentums
 D.294 = Erstellung von Plänen und Verzeichnissen
 D.295 = Öffentliche Untersuchung zur Einstufung der Ländereien, zu dem Bodenordnungsplan unter Einbeziehung des öffentlichen Eigentums und zu den Verzeichnissen
 D.295/1 = Gegebenenfalls Änderung und Genehmigung des Plans des öffentlichen Eigentums
 D.296 = Befragung der Beteiligten zur Übertragung der dinglichen Rechte
 D.297 = Unterzeichnung der Bodenordnungsurkunde
 D.298 = Debet- oder Kreditsalden
 D.300 = Inbesitznahme der neuen Parzellen
 Kosten und eventueller zusätzlicher Akt
 D.302 = Erstellung der Verzeichnisse und Verteilung der Kosten
 D.303 = Befragung der Beteiligten zur Verteilung der Kosten
 D.306 = Eventueller zusätzlicher Akt
 Abschließende Formalitäten
 D.309 = Auflösung des Ausschusses und Ausgleich der Rechnungen
 D.314 = Eventuelle Berichtigungsakte“.
Art. 13 - Artikel 8 tritt am 1. Januar 2020 in Kraft.
Art. 14 - Der Minister für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
 Namur, den 4. April 2019

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident
 W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
 Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
 R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202550]

4 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 betreffende de landinrichting van de landeigendommen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.50, D.61, § 2, D.63, D.269, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, D.271/1, lid 2, ingevoegd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, D.272, lid 4, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, D.275, § 3, lid 2, ingevoegd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, D.295/1, lid 4, ingevoegd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, D.309, lid 1, D.310, lid 2, D.316, lid 6, ingevoegd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, D.324, lid 5, vervangen door het programmadecreet van 17 juli 2018, D.333, § 1, lid 2, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, D.335, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, en D.349/1, lid 6, ingevoegd bij het programmadecreet van 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 betreffende de landinrichting van de landeigendommen;

Gelet op het rapport van 16 november 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 22 november 2018;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 6 februari 2019;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 1 maart 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 betreffende de landinrichting van de landeigendommen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 1^o wordt vervangen als volgt :

« 1^o ofwel het Departement Landbouw; »;

b) punt 2^o wordt vervangen als volgt :

« 2^o ofwel het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn; »;

c) punt 3^o wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het eerste lid, worden de woorden "lid 2," ingevoegd tussen de woorden "D.269, § 1," en de woorden "1^o tot 4^o,";

2^o in lid 3, worden de woorden « de provinciale landbouwkamer bedoeld » vervangen door de woorden « de vereniging die een operationele steun verleent aan het Producentencollege krachtens artikel D.76 van het Wetboek, of, bij gebreke daarvan, rechtstreeks het Producentencollege bedoeld ».

Art. 3. In hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt een afdeling 3 ingevoegd, bevattende artikel 7/1, luidend als volgt :

« Afdeling 3 - Verkavelingscomité

Art. 7/1. De Minister wijzigt de samenstelling en gaat tot de ontbinding over van de verkavelingscomités ingesteld overeenkomstig de wetten van 22 juli 1970 betreffende de ruilverkaveling van landeigendommen, van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken en van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne, krachtens de modaliteiten bedoeld in artikelen 2 tot 6. ».

Art. 4. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden « D.279, § 3, » vervangen door de woorden « D.269, § 4, ».

Art. 5. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « , de leden van de verkavelingscomités » worden ingevoegd tussen de woorden « subregionale comités voor landinrichting » en de woorden « en de leden van de adviescommissies »;

b) in 2^o, b), worden de woorden « artikelen 530 tot 534 van » ingevoegd tussen de woorden « onder de voorwaarden van » en de woorden « het besluit van de Waalse Regering »;

c) in 2^o, b), worden de woorden « Boek IV, Titel II, Hoofdstuk I » opgeheven.

Art. 6. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de woorden "of verkaveling" ingevoegd tussen de woorden "voor landinrichting" en de woorden "en van de adviescommissies".

Art. 7. Tussen hoofdstuk IV en V van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk IV/1 ingevoegd, bevattende artikel 15/1, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK IV/1.- Activiteitenverslag van de comités voor landinrichting

Art. 15/1. § 1. Het activiteitenverslag van het Comité bedoeld in artikel D.271/1 van het Wetboek bevat de volgende informatie :

1^o een lijst van de vergaderingen, met vermelding van de agenda, een samenvatting van de beslissingen die tijdens elke vergadering genomen zijn en een indicatie van de beslissingen waarover de adviescommissie een advies uitgebracht heeft;

2^o een samenvatting van de uitgevoerde stappen en een tijdschema voor de uit te voeren stappen overeenkomstig bijlage 3;

3^o een inventaris van de uitgevoerde werken en een tijdschema voor de uit te voeren werken;

4^o een tabel voor de budgetaire opvolging van de uitgaven en ontvangsten.

§ 2. Het activiteitenverslag van het Comité wordt om de drie jaar aan de Regering overgemaakt, te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van deze bepaling voor de bestaande comités of vanaf de oprichting van het comité voor de andere comités. ».

Art. 8. Tussen hoofdstuk V en VI van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk V/1 ingevoegd, bevattende artikelen 16/1 tot 16/4, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK V/1. — Mededeling van gegevens door instrumenterende ambtenaren

Art. 16/1. § 1. Overeenkomstig artikel D.275, § 3, van het Wetboek delen de instrumenterende ambtenaren de in artikel 16/3 bedoelde informatie bij elke onroerende overgang van de goederen die het voorwerp uitmaken van de landinrichting aan de Administratie mee.

Met onroerende overgang worden verstaan : r verkopen, aankopen, schenkingen, delingen, ruilverrichtingen en inbrengen aan een natuurlijke persoon.

De kennisgeving gebeurt binnen dertig dagen na de onroerende overgang.

Bij een openbare verkoop wordt de in lid 3 bedoelde termijn op twee maanden gebracht, volgend op de dag waarop de aanbesteding definitief geworden is.

§ 2. Wanneer de instrumenterende ambtenaar een notaris is wiens standplaats in België gelegen is, gebeurt de kennisgeving bedoeld in paragraaf 1 via het e-notariaat webportaal van de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat.

De kennisgeving wordt voor echt verklaard, gedagtekend, getekend en gewaarmerkt via het webportaal e-notariaat van de Koninklijke federatie van het Belgisch Notariaat.

§ 3. Voor de andere instrumenterende ambtenaren gebeurt de kennisgeving bedoeld in paragraaf 1 door verzending van een formulier vastgesteld door de Minister.

Overeenkomstig artikel D.62 van het Wetboek, wordt de elektronische kennisgeving voor echt verklaard, gedagtekend en getekend door verzending van het formulier door de instrumenterende ambtenaar.

§ 4. De Directie Landinrichting van de landeigendommen van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van de Administratie verklaart de ontvangstdatum van de kennisgeving voor echt door een automatisch elektronisch bericht van ontvangst te verzenden.

Art. 16/2. Overeenkomstig de artikelen D.272, D.316 en D.333 van het Wetboek maken de instrumenterende ambtenaren, op verzoek van de Administratie, de gevraagde informatie binnen 30 dagen na het verzoek aan de Administratie over. De verstreekte informatie blijft beperkt tot de in artikel 16/3 bedoelde informatie.

Art. 16/3. De te verstrekken of mee te delen informatie omvat het volgende :

1° de identiteit van de instrumenterende ambtenaar :

- a) benaming of naam en voornaam;
- b) postadres;
- c) elektronisch adres;

2° de aard van de akte;

3° datum van de akte;

4° de identificatie van elk gekadastraerd perceel :

a) gemeente, afdeling, sectie, kadastraal nummer, desgevallend geprekadastraerd;

b) oppervlakte volgens kadaster;

c) aard volgens kadaster;

d) huurstaat;

e) in voorkomend geval, identiteit van de koper en aard van het huurcontract;

f) desgevallend, het identificatienummer van het plan in de databank van de Algemene administratie van de Erfgoeddocumentatie;

5° de identiteit van de partijen :

a) natuurlijke persoon : naam, voornaam, Rijksregisternummer;

b) rechtspersoon : benaming, bedrijfsnummer.

Art. 16/4. De in artikel 16/3 bedoelde informatie wordt door het Directoraat Landelijke Grondinrichting van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van de Administratie voor een duur van dertig jaar bewaard, te rekenen van de datum van ondertekening van de akte van grondinrichting waarop deze informatie betrekking heeft. ».

Art. 9. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. De Minister keurt het situatieplan van het openbaar domein bedoeld in de artikelen D.295/1, D.324 en D.349/1 van het Wetboek goed. ».

Art. 10. In artikel 22, 9°, van hetzelfde besluit worden de woorden « in 2° » vervangen door de woorden « in 1° tot 8° ».

Art. 11. In bijlage 1, artikel 3, lid 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden « de provinciale landbouwkamer van de provincie » telkens vervangen door de woorden « de vereniging die een operationele steun verleent aan het Producentencollege of, bij gebreke daarvan, aan de Administratie ».

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Bijlage 3. Fasen van de landinrichting

Aanvang van de landinrichting

D.424 = in voorkomend geval, het voorzetten *ab initio*

D.268 = beslissing van de Regering om tot de landinrichting over te gaan

Comité voor landinrichting

D.269 = oprichting of vervolledigen van het Comité door de Minister

Voorafgaande formaliteiten

D.272 = uitwerking van het ontwerp van landinrichtingsprogramma door de Administratie

D.273 = goedkeuring van het ontwerp van landinrichtingsprogramma door het Comité

D.274 = openbaar onderzoek in verband met het ontwerp van landinrichtingsprogramma

D.276 = goedkeuring van het landinrichtingsprogramma door het Comité

D.276/1 = goedkeuring van het landinrichtingsprogramma door de Regering

- Adviescommissie
 D.279 = oprichting van de adviescommissie door het Comité
 Landinrichtingsverrichtingen
 D.280 = afpaling
 D.281 = rangschikking van de gronden en realisatie van de tabellen
 D.284 = werken
 D.286 en D.286/1 = realisatie van het landinrichtingsplan met inbegrip van het openbaar domein
 D.294 = realisatie van de plannen en tabellen
 D.295 = openbaar onderzoek in verband met de rangschikking van de gronden, het landinrichtingsplan met inbegrip van het openbaar domein, en de tabellen
 D.295/1 = in voorkomend geval, wijziging en goedkeuring van het plan van het openbaar domein
 D.296 = raadpleging van de betrokkenen over de overdracht van de zakelijke rechten
 D.297 = ondertekening van de akte van grondinrichting
 D.298 = debet- en kredietsaldi
 D.300 = inbezitneming van de nieuwe percelen
 Kosten en eventuele aanvullende akte
 D.302 = realisatie van de tabellen met betrekking tot de kostenomslag
 D.303 = raadpleging van de betrokkenen over de kostenomslag
 D.306 = eventuele aanvullende akte
 Eindformaliteiten
 D.309 = ontbinding van het Comité en vereffening van de rekeningen
 D.314 = eventuele verbeteringsakten ».
- Art. 13.** Artikel 8 treedt in werking op 1 januari 2020.
- Art. 14.** De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.
- Namen, 4 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
 en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2019/12755]

16 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les redevances à percevoir en contrepartie des prestations effectuées pour des missions de prévention par le Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'Ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, modifiée par l'ordonnance du 12 mars 1998, en particulier son article 7, alinéa 3 ;

Vu l'article 20 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu l'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2003 fixant les redevances à percevoir en contrepartie des prestations effectuées pour des missions de prévention par le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donnée le 23 janvier 2019;

Vu l'accord du ministre chargé du Budget, donné le 31 janvier 2019;

Vu l'avis du Conseil Economique et Social du 21 mars 2019 ;

Vu l'avis 65.789/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que, le présent arrêté n'ayant pas d'incidence notable sur le développement de la Région au sens de l'article 7 du COBAT, son projet n'a pas été soumis à l'avis de la Commission Régionale de Développement ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2019/12755]

16 MEI 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende vaststelling van de retributies verschuldigd voor preventieopdrachten die uitgevoerd worden door de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de Ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van een Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gewijzigd door de ordonnantie van 12 maart 1998, in het bijzonder artikel 7, derde lid;

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van de Bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op artikel 8 van de Bijzondere wet met betrekking tot de Brusselse Instellingen van 12 januari 1989;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2003 houdende vaststelling van de retributies verschuldigd voor preventieopdrachten die uitgevoerd worden door de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp wordt opgeheven.

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 23 januari 2019;

Gelet op het akkoord van de minister belast met de Begroting, gegeven op 31 januari 2019;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van 21 maart 2019 ;

Gelet op het advies 65.789/2 van de Raad van State, gegeven op 23 april 2019., in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat, aangezien dit besluit geen merkbare gevolgen heeft voor de ontwikkeling van het Gewest in de zin van artikel 7 van het BWRO, het ontwerp ervan niet aan de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie voor advies werd voorgelegd;